



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 24 NOV. 2025

mettant en demeure la société SARDI de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2003 autorisant l'exploitation des installations sur le territoire de la commune de Brumath

(AIOT 0006703591)

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2003 pris au titre du livre V titre 1^{er} du code de l'environnement, portant sur les installations classées pour la protection de l'environnement exploitées par la société SARDI à Brumath ;
- VU** le rapport du 3 novembre 2025, de la visite du 09 octobre 2025 de l'inspection des installations classées sur le site de la société SARDI située au 5 rue des Frères Lumière à Brumath ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté, le 09 octobre 2025, jour de l'inspection, que le bassin de confinement présente une accumulation importante d'eaux pluviales et de boues, réduisant ainsi son volume utile et sa capacité de rétention en cas de sinistre ; que l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le volume actuellement disponible dans cet ouvrage ;

CONSIDÉRANT que ce constat montre une non-conformité aux prescriptions de l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2003 susvisé, qui veulent que : « Les installations sont équipées d'un bassin de confinement permettant de recueillir des eaux polluées d'un volume minimum de 1 000 m³. » ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté, le 09 octobre 2025, jour de l'inspection, que l'exploitant ne justifie pas de l'efficacité du décanteur-déshuileur pour le respect d'une teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 5 mg/l en sortie du dispositif ;

CONSIDÉRANT que ce constat montre une non-conformité aux prescriptions de l'article 9.3.2 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2003 susvisé, qui veulent que : « Le réseau de collecte des eaux pluviales est équipé de dispositifs décanteurs-déshuileurs ou dispositif d'efficacité équivalente adapté à la pluviométrie permettant de respecter une teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 5 mg/l. » ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté, le 09 octobre 2025, jour de l'inspection, que l'établissement ne dispose pas d'un dispositif opérationnel de détection précoce d'incendie ;

CONSIDÉRANT que ce constat montre une non-conformité aux prescriptions de l'article 16.1 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2003 susvisé, qui veulent que : « Les locaux comportant des risques d'incendie sont équipés d'un réseau adapté aux risques encourus permettant la détection précoce d'un sinistre. » ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : prescriptions à respecter

La société SARDI située au 5 rue des Frères Lumière à Brumath, est mise en demeure de respecter, dans le délai de :

- **deux mois** suivant la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2003 susvisé, qui veulent que : « Les installations sont équipées d'un bassin de confinement permettant de recueillir des eaux polluées d'un volume minimum de 1 000 m³. » ;
- **d'un mois** suivant la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 9.3.2 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2003 susvisé, qui veulent que : « Le réseau de collecte des eaux pluviales est équipé de dispositifs décanteurs-déshuileurs ou dispositif d'efficacité équivalente adapté à la pluviométrie permettant de respecter une teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 5 mg/l. » ;
- **deux mois** suivant la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 16.1 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2003 susvisé, qui veulent que : « Les locaux comportant des risques d'incendie sont équipés d'un réseau adapté aux risques encourus permettant la détection précoce d'un sinistre. ».

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : exécution

- Le sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau—Wissembourg,
- la secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SARDI, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Brumath.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

la secrétaire générale,
Maxime AHRWEILLER ADJUSCO